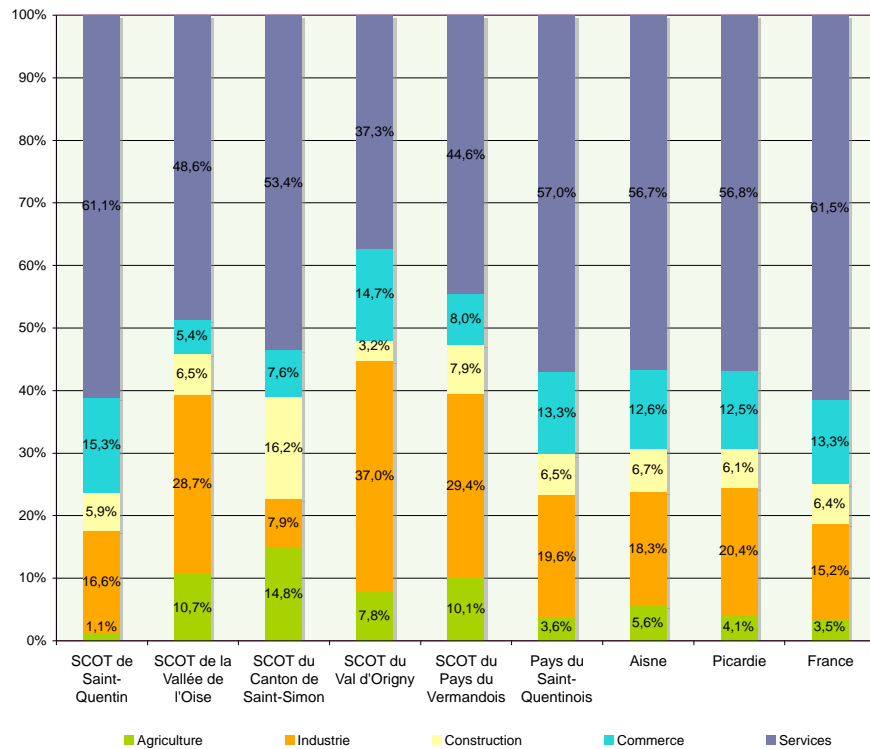


FICHES ECONOMIE

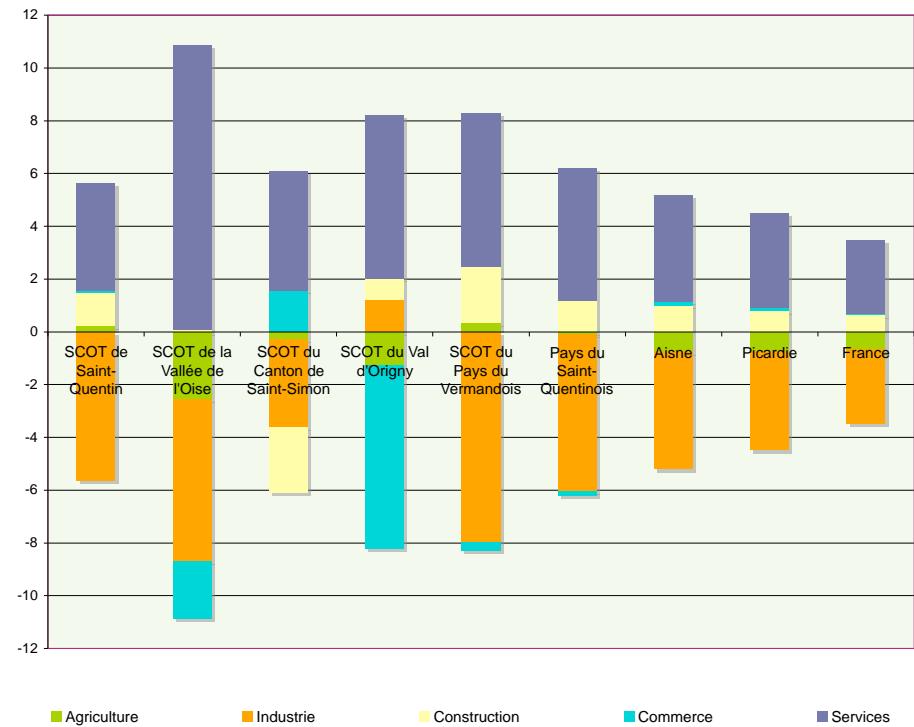
Répartition sectorielle de l'emploi en 2006

(Source : RRP 2006, INSEE)



Évolution du positionnement sectoriel : variation 1999-2006 de la part de chaque secteur dans l'emploi total (en point de pourcentage)

(Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)



Evolution 1999-2006 de l'emploi par grand secteur

(Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)

	SCOT de Saint-Quentin	SCOT de la Vallée de l'Oise	SCOT du Canton de Saint-Simon	SCOT du Val d'Origny	SCOT du Pays du Vermandois	Pays du Saint-Quentinois	Aisne	Picardie	France
Agriculture	28,9%	-9,1%	-11,4%	-1,1%	-5,1%	-0,9%	-9,1%	-9,8%	-7,0%
Industrie	-23,1%	-7,3%	-36,5%	18,6%	-27,7%	-22,1%	-17,3%	-9,9%	-6,3%
Construction	31,0%	14,0%	-21,8%	53,7%	26,0%	23,9%	20,9%	22,1%	22,9%
Commerce	3,4%	-19,6%	13,8%	-22,2%	-11,8%	0,3%	4,1%	7,8%	11,6%
Services	10,3%	44,5%	-1,4%	37,5%	5,7%	11,3%	10,7%	13,7%	16,3%

Typologie sectorielle de l'emploi

Un positionnement industriel fort mais qui s'estompe rapidement

L'histoire industrielle forte du territoire reste encore présente aujourd'hui dans la répartition de l'emploi : **le secteur représente, en 2006, presque le cinquième de l'emploi total (19,6%),** quand il n'en représente que 15% au niveau national.

Considérée dans le contexte régional, et notamment départemental, cette spécialisation industrielle est cependant beaucoup moins nette, notamment comme résultante **d'évolutions récentes** particulièrement marquées.

En 2006, la part de l'emploi industriel sur le territoire devint ainsi inférieure à la moyenne picarde, de 20,6%, suite à une baisse rapide, notamment dans le Vermandois, la Vallée de l'Oise et la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin.

Une tertiarisation nette mais « par défaut »

Cette modification de la structure économique du territoire s'est essentiellement faite **au profit de la part des services,** qui progressent de façon importante.

Ce repositionnement tertiaire s'inscrit cependant dans un contexte de faible croissance globale de l'emploi (cf. Fiche « Niveau et dynamisme de l'emploi ») : **le secteur ne progresse, globalement (commerce inclus), que de 9% entre 1999 et 2006, une croissance inférieure aux moyennes départementale, régionale et nationale,** et l'emploi dans le secteur des services n'y atteint que 57% de l'emploi total, un niveau similaire à la moyenne de l'Aisne, en dépit de la présence du pôle urbain principal du département.

Le secteur agricole, celui du commerce et celui de la construction ne présente pas, au niveau du Pays, de sur- ou sous-représentation forte. A un niveau géographique plus fin, on peut néanmoins noter plusieurs particularités :

- **L'agriculture reste très présente en dehors de la CA de Saint-Quentin,** dans les quatre SCOTs à tonalité plus rurale, et notamment dans le Canton de

Saint-Simon, qui connaît également une forte présence du secteur de la construction ;

- **Les emplois dans le secteur du commerce** sont particulièrement bien représentés dans le Val d'Origny et la CA de Saint-Quentin, cette dernière ayant également, sans surprise, un niveau plus élevé d'emplois tertiaire en général ;
- **Le secteur industriel,** largement représenté sauf dans le Canton de Saint-Simon, est particulièrement présent dans le Vermandois et la Vallée de l'Oise, et, surtout, le Val d'Origny.

Des emplois globalement peu qualifiés

Dans ce contexte d'évolution du système productif, les emplois fournis par les entreprises du territoire évoluent nettement, mais **restent globalement des emplois peu qualifiés.**

La part des emplois ouvriers diminue, essentiellement au profit des emplois d'employés, tandis que les emplois de professions intermédiaires et de cadres offerts par les entreprises du territoire restent très inférieurs à ce qu'ils représentent au niveau national.

Evolution (1993-2007) et spécificité de l'emploi salarié privé du secteur industriel

(Source : UNISTATIS)

	Nombre d'emplois en 1993	Nombre d'emplois en 2007	Indice de spécificité par rapport à la France (2007)	Indice de spécificité par rapport à la Picardie (2007)	Dynamique France 1993-2007	Dynamique Picardie 1993-2007	Dynamique Saint-Quentinois 1993-2007
Autres industries extractives	30	0	0,00	0,00	-21,0%	-33,8%	-100,00%
Industries alimentaires	1021	1048	1,24	0,95	2,0%	-16,1%	2,64%
Fabrication de textiles	1700	688	6,29	3,54	-47,7%	-44,4%	-59,53%
Industrie de l'habillement	2146	466	4,57	5,04	-68,1%	-77,7%	-78,29%
Industrie du cuir et de la chaussure	68	19	0,37	0,35	-50,7%	-50,7%	-72,06%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	48	40	0,34	0,43	-10,9%	1,9%	-16,67%
Industrie du papier et du carton	359	358	2,64	1,32	-27,1%	-40,6%	-0,28%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	407	211	1,35	2,24	-26,1%	-30,0%	-48,16%
Industrie chimique	1046	839	2,97	1,05	-18,9%	-11,4%	-19,79%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	64	61	0,16	0,06	2,3%	-2,0%	-4,69%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	239	39	0,17	0,08	-17,0%	-5,9%	-83,68%
Métallurgie	299	234	1,25	0,56	-24,4%	-29,0%	-21,74%
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	989	1179	1,94	1,06	-1,3%	-8,5%	19,21%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	7	15	0,05	0,17	-16,7%	-40,5%	114,29%
Fabrication d'équipements électriques	1137	468	1,94	1,22	-19,5%	-8,5%	-58,84%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	944	617	1,54	0,81	-1,1%	-11,2%	-34,64%
Industrie automobile	107	96	0,20	0,27	-5,8%	-35,3%	-10,28%
Fabrication d'autres matériels de transport	1247	963	4,12	4,41	23,6%	0,6%	-22,77%
Fabrication de meubles	276	28	0,23	0,21	-27,3%	-42,0%	-89,86%
Autres industries manufacturières	130	97	0,66	0,49	-15,0%	-32,6%	-25,38%
Réparation et installation de machines et d'équipements	479	460	1,51	1,45	-24,8%	-31,6%	-3,97%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	22	25	0,57	1,15	165,7%	137,7%	13,64%
Captage, traitement et distribution d'eau	3	10	0,16	0,14	31,1%	48,7%	233,33%
Collecte et traitement des eaux usées	0	3	0,14	0,21	154,5%	-0,5%	/
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	99	211	1,35	1,03	78,1%	76,1%	113,13%
Ensemble de l'emploi salarié privé dans l'industrie	12867	8175	1,42	0,96	-12,4%	-19,2%	-36,47%

En gras, les secteurs clefs du territoire, c'est-à-dire ceux rassemblant plus de 400 emplois salariés privés et présentant un indice de spécificité par rapport à la France supérieure à 1,2. L'indice de spécificité rapporte le poids du secteur dans le total des emplois du Saint-Quentinois à la part du même secteur dans le total des emplois d'une zone de comparaison (ici la France et la Picardie).

L'industrie

Un secteur structurant en mutation

Malgré la décline récente, le secteur industriel, qui se localise principalement dans le nord Vermandois, Saint-Quentin et l'est de Saint-Quentin, constitue toujours **un secteur primordial pour le territoire**, par le nombre d'emplois qu'il rassemble, mais également en raison des **spécificités fortes** qu'il contient.

Le secteur regroupe en effet, en 2006, 9 400 emplois, et, à un niveau d'analyse détaillé de l'emploi salarié privé, **la plupart des « secteurs-clefs » du territoire**, c'est-à-dire ceux qui rassemblent à la fois un nombre important d'emploi, supérieur à la moyenne (soit plus de 400 employés), et sont spécifiques au territoire¹ :

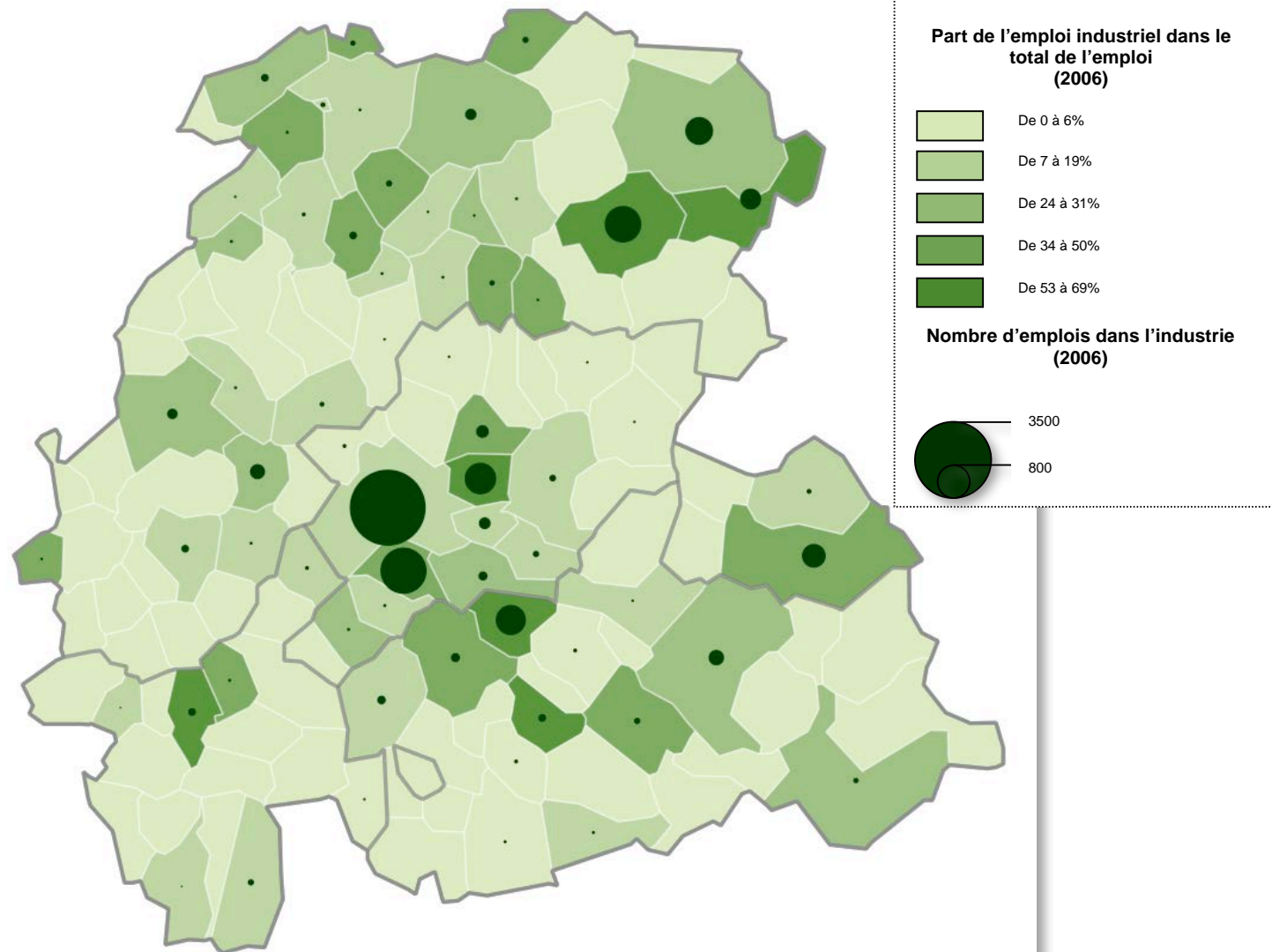
- **La fabrication de textiles** (688 salariés en 2007) **et l'industrie de l'habillement** (466 salariés) : ces secteurs, traditionnels du territoire, ont perdu beaucoup d'établissements et d'emplois

¹ Un secteur est considéré comme spécifique lorsque sa part dans le total de l'emploi est au moins 1,2 fois supérieure à la part dans le total de l'emploi de la zone de comparaison (ici la France dans son ensemble).

depuis 15 ans, dans des proportions aggravées par rapport aux évolutions nationales et régionales, déjà très marqués à la baisse. Ils comptent néanmoins toujours pour un nombre significatif d'emplois et 42 entreprises sont toujours actives dans ces domaines en 2007, dont *Le Bourget* à Fresnoy-le-Grand. Un seul sous domaine, la fabrication de textiles techniques et industriels, gagne en emploi depuis 1993. Production à plus haute valeur ajoutée, elle ne repose néanmoins que sur une seule entreprise, *Borgers France* à Saint-Quentin.

- **Les industries agro-alimentaires**, qui, avec 1 048 salariés en 2007, sont devenues un des secteurs les plus importants du Saint-Quentinois. Essentiellement centrées sur les processus de première transformation tirant parti des ressources agricoles du territoire (sucrierie, transformation de la pomme de terre, travail des grains), elles concernent néanmoins également la transformation secondaire (plats préparés et biscuiteries). Le dynamisme local de ce secteur, conforme aux tendances nationales, contraste néanmoins avec le reste de la région où l'emploi salarié tend à se réduire.
- **L'industrie chimique** (839 salariés en 2007), essentiellement la cosmétique (reposant presque intégralement sur les établissements *Soprococ* et *Fapagau* du Groupe l'Oréal à Gauchy), mais également la fabrication de fibres synthétiques avec *Tergal Fibres*, toujours à Gauchy ;
- **La fabrication de machines et équipements**, un domaine d'activité traditionnel qui emploie 617 salariés dans 22 établissements en 2007 et où les pertes d'emplois depuis 1993 ont été particulièrement importantes, alors même que le secteur résiste globalement au niveau national. Les deux entreprises les plus importantes sont *Ensival Moret*, dans la fabrication de pompes, et *Mahlé Filtersystème*, spécialisé dans la fabrication de filtres à air.
- **La fabrication de produits métalliques** le principal domaine employeur du territoire (avec 1179 employés en 2007), le seul des secteurs majeurs faisant preuve d'un dynamisme important (+19% depuis 1993, soit 190 emplois supplémentaires), dans un contexte régional et national pourtant récessif. Cette croissance est notamment le fait des activités de mécanique industrielle, qui s'appuient sur un tissu dense de petites entreprises (24 établissements) dynamiques. Le secteur compte par ailleurs le second plus gros employeur du territoire, l'entreprise *Le Creuset* à Fresnoy-le-Grand.

Répartition géographique de l'emploi dans le secteur de l'industrie en 2006
(Source : RRP, INSEE)



- **La fabrication de matériel de transport**, qui repose exclusivement sur l'entreprise principale du territoire, *MBK* (assemblages de deux-roues ; 963 salariés) à Rouvroy.
- **La fabrication d'équipements électriques**, une activité historique qui a connue une décline importante (passant de 1 137 salariés en 1993 à 468 en 2007). L'entreprise *Nexans France* (fabrication de fils et câbles électriques industriels) à Bohain-en-Vermandois est aujourd'hui le principal établissement du secteur.
- **L'installation de machines et équipements** (460 salariés en 2007), une activité qui résiste sur le territoire (dans un contexte régional et national sinistré), principalement en raison d'un tissu dynamique d'entreprises d'installation d'équipements de contrôle des processus industriels et d'équipements mécaniques.

Globalement positionné dans des secteurs peu dynamiques, **l'ensemble dessine aussi une structure industrielle en mouvement, profondément restructuré en quinze ans. Elle a néanmoins gardé de fortes spécificités** : ces neuf secteurs clefs représentent à eux seuls 23% de l'ensemble

de l'emploi salarié privé, et plus des quatre-cinquièmes de l'emploi industriel du Saint-Quentinois, constituant à la fois une opportunité (celle de s'appuyer sur une histoire, des dynamiques spécifiques locales dans ces domaines pour monter en grade, développer sur cette base des activités à plus haute valeur ajoutée), et un risque (celui d'une importante crise sectorielle).

Même si ces secteurs s'appuient en partie sur un tissu important de petites et moyennes entreprises, **l'importance des grands établissements**, souvent filiales de multinationales, transparaît aussi fortement.

Leur présence sur le territoire, justifié par le positionnement géographique, la desserte routière et les caractéristiques de la main d'œuvre, présente des effets ambigus : si, d'une part, ils permettent une insertion dans les flux de connaissance, ils génèrent également des sorties de revenus du territoire et sont par ailleurs facteur d'instabilité, expliquant certaines chutes brutales de l'emploi.

Un certain nombre de dynamiques croisées (liens de sous-traitance, échanges d'informations, etc.) existent cependant entre les entreprises industrielles, notamment dans le domaine textile et le travail des métaux. Les relations interindustrielles dans ce

dernier secteur sont particulièrement intéressantes, avec plusieurs domaines distincts - mais liés - d'activités traditionnelles (biens intermédiaires, assemblage, métallurgie et transformation). Cette dynamique, couplée à la présence historique de la fabrication d'équipements électriques, semble aujourd'hui **trouver un nouveau débouché, à confirmer, dans l'ingénierie, avec la conception et l'installation d'automatismes industriels et de machines à plus haute valeur ajoutée.**

La plate-forme mécatronique de Saint-Quentin est à cet égard un outil important de développement de l'innovation, dans l'optique de passer d'une **logique de fabrication à une logique de conception globale mixant les compétences (ingénierie, informatique, fabrication), les matériaux et les techniques utilisées.**

Malgré les difficultés importantes, le secteur textile peut quant à lui désormais s'appuyer sur le pôle de compétitivité **Uptex**, qui englobe toute la zone d'emploi, avec un développement possible, notamment, de textiles techniques, un domaine dans lequel *Borgers France* est aujourd'hui l'unique représentant.

Le territoire est également rattaché à deux autres pôles de compétitivité : I-trans (transport et logistique) et Industries et Agro-Ressources (IAR), qui concerne la valorisation non alimentaire du végétal.



Emplois dans le commerce de détail et les activités marchandes de services à la personne (1993-2007)

(Source : UNISTATIS)

	1993	2007	Variation 1993-2007 (nombre)	Variation 1993-2007 (%)	
SCOT de Saint-Quentin	Commerce de détail	2 792	2 988	196	7,0%
	Hébergement	295	209	-86	-29,2%
	Restauration	305	779	474	155,4%
	Activités sportives, récréatives et de loisirs	74	76	2	2,7%
	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	40	22	-18	-45,0%
	Autres services personnels (coiffure, blanchisserie, etc.)	224	275	51	22,8%
Total SCOT de Saint-Quentin	3 730	4 349	619	16,6%	
SCOT de la Vallée de l'Oise	Commerce de détail	86	66	-20	-23,3%
	Hébergement	22	11	-11	-50,0%
	Restauration	49	54	5	10,2%
	Activités sportives, récréatives et de loisirs	15	11	-4	-26,7%
	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	3	0	-3	-100,0%
	Autres services personnels (coiffure, blanchisserie, etc.)	6	8	2	33,3%
Total SCOT de la Vallée de l'Oise	181	150	-31	-17,1%	
SCOT du Canton de Saint-Simon	Commerce de détail	25	22	-3	-12,0%
	Hébergement	1	0	-1	-100,0%
	Restauration	4	7	3	75,0%
	Activités sportives, récréatives et de loisirs	4	4	0	0,0%
	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	2	0	-2	-100,0%
	Autres services personnels (coiffure, blanchisserie, etc.)	11	9	-2	-18,2%
Total SCOT du Canton de Saint-Simon	47	42	-5	-10,6%	
SCOT du Val d'Origny	Commerce de détail	30	32	2	6,7%
	Hébergement	5	0	-5	-100,0%
	Restauration	2	2	0	0,0%
	Activités sportives, récréatives et de loisirs	5	1	-4	-80,0%
	Autres services personnels (coiffure, blanchisserie, etc.)	3	21	18	600,0%
	Total SCOT du Val d'Origny	45	56	11	24,4%
SCOT du Pays du Vermandois	Commerce de détail	280	300	20	7,1%
	Hébergement	11	35	24	218,2%
	Restauration	58	59	1	1,7%
	Activités sportives, récréatives et de loisirs	9	10	1	11,1%
	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	7	0	-7	-100,0%
	Autres services personnels (coiffure, blanchisserie, etc.)	25	31	6	24,0%
Total SCOT du Pays du Vermandois	390	435	45	11,5%	
Total Pays du Saint-Quentinois	4 393	5 032	639	14,5%	
Picardie	52 481	69 197	16 716	31,9%	
France	2 176 919	2 912 969	736 050	33,8%	

Le tertiaire

Le secteur tertiaire, commerce inclus, est, dans l'ensemble **peu représenté** et fait par ailleurs preuve d'une **dynamique modérée**, même si c'est lui qui porte la croissance récente de l'emploi, en partie autour des activités publiques ou semi-publiques.

Le commerce de détail et les services à la personne

L'emploi dans le commerce de détail et dans les services aux particuliers se concentrent principalement à Saint-Quentin et son agglomération, où la croissance depuis 1993 est également la plus notable.

On retrouve également une certaine dynamique dans le Vermandois et le Val d'Origny, même si aucun espace du territoire ne connaît la croissance enregistrée au niveau régionale (+32%) et nationale (+34%).

Par ailleurs, **malgré l'inclination résidentielle des SCOTs du Canton de Saint-Simon et de**

la Vallée de l'Oise, l'emploi dans ces domaines tend à y régresser.

Globalement, on peut néanmoins noter un fort développement de certains domaines spécifiques dans lesquels le Saint-Quentinois était au début des années 1990 particulièrement mal pourvu, notamment la boulangerie et la restauration, pouvant signaler **les prémices d'un développement de l'économie résidentielle, qui constitue un enjeu majeur pour tout le territoire, tant en termes d'emplois que d'attractivité par les services.**

Transports, logistique et commerces de gros

La situation géographique du Pays, la jonction autoroutière en son coeur, et sa tradition industrielle toujours présente en font un **espace de développement potentiel important des activités liées aux flux inter-entreprises.**

Cette situation se concrétise dans la présence importante des activités de **transport routier de fret**, un secteur majeur du territoire (1 378 salariés en 2007), dans lequel il dispose d'une

forte spécificité (4,7% de l'emploi total, contre 1,9% en France et 2,7% en Picardie) et qui connaît par ailleurs une croissance très importante (+ 122% en 15 ans, soit 750 emplois supplémentaires), supérieure au contexte nationale déjà porteur (+31%).

Les autres secteurs (cf. tableau page suivante) du domaine connaissent en revanche une importance moindre et/ ou un développement plus modéré :

- **Les activités de conditionnement** (dont la présence est en partie liée à celle de l'industrie cosmétique), sont très présentes (6 fois plus qu'en moyenne en France), mais connaissent une dynamique modérée comparée à la moyenne nationale (+ 55% contre + 141% entre 1993 et 2007) ;
- **L'entreposage et les services auxiliaires aux transports** sont nettement sous-représentés (XX) et ne se développent pas malgré la dynamique régionale et nationale ;
- **Le commerce de gros (XX)** est légèrement sous-représenté mais bénéficie d'une dynamique conforme aux tendances nationales

**Emplois dans les activités tertiaires liées aux flux inter-entreprises
(1993-2007)**

(Source : UNIStatist)

		1993	2007	Variation 1993-2007 (nombre)	Variation 1993-2007 (%)
SCOT de Saint-Quentin	Commerce de gros	1 126	1 278	152	13,5%
	Transports routiers de fret	368	943	575	156,3%
	Entreposage et services auxiliaires aux transports	196	261	65	33,2%
	Activités de conditionnement	136	109	-27	-19,9%
	Total SCOT de Saint-Quentin	1 826	2 591	765	41,9%
SCOT de la Vallée de l'Oise	Commerce de gros	38	38	0	0,0%
	Transports routiers de fret	45	138	93	206,7%
	Entreposage et services auxiliaires aux transports	76	3	-73	-96,1%
Total SCOT de la Vallée de l'Oise	159	179	20	12,6%	
SCOT du Canton de Saint-Simon	Commerce de gros	8	5	-3	-37,5%
	Transports routiers de fret	9	41	32	355,6%
Total SCOT du Canton de Saint-Simon	17	46	29	170,6%	
SCOT du Val d'Origny	Commerce de gros	33	24	-9	-27,3%
	Transports routiers de fret	2	3	1	50,0%
Total SCOT du Val d'Origny	35	27	-8	-22,9%	
SCOT du Pays du Vermandois	Commerce de gros	123	118	-5	-4,1%
	Transports routiers de fret	197	253	56	28,4%
	Entreposage et services auxiliaires aux transports	0	3	3	/
	Activités de conditionnement	0	102	102	/
Total SCOT du Pays du Vermandois	320	476	156	48,8%	
Total Pays du Saint-Quentinois		2 357	3 319	962	40,8%
Picardie		30 107	42 210	12 103	40,2%
France		1 214 455	1 469 286	254 831	21,0%



Les autres activités tertiaires

La plupart des autres activités tertiaires sont faiblement présentes sur le territoire, à l'exception :

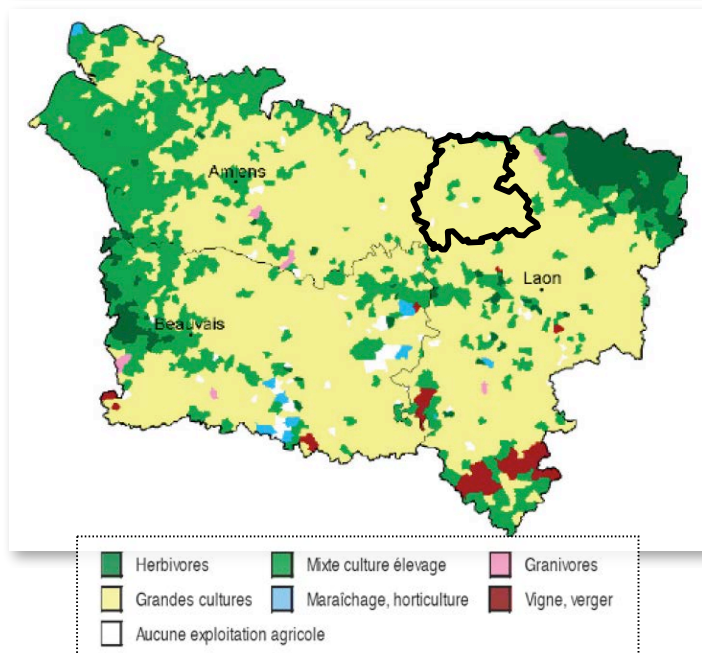
- d'une part, des activités **d'action sociale**,
- d'autre part de celles **d'ingénierie, conseil et études techniques**, pour lesquels le territoire se distingue dans l'ensemble régional.

Essentiellement concentrées dans le pôle urbain de Saint-Quentin, ces dernières activités de conseil présentent un intérêt particulier, dans la mesure où **elles sont portées par un tissu dense de petites et moyennes entreprises, s'inscrivent dans une certaine mesure dans la continuité de la tradition industrielle, et sont nettement plus rémunératrices** que les secteurs, tertiaires ou industriels, actuellement prédominants sur le territoire.



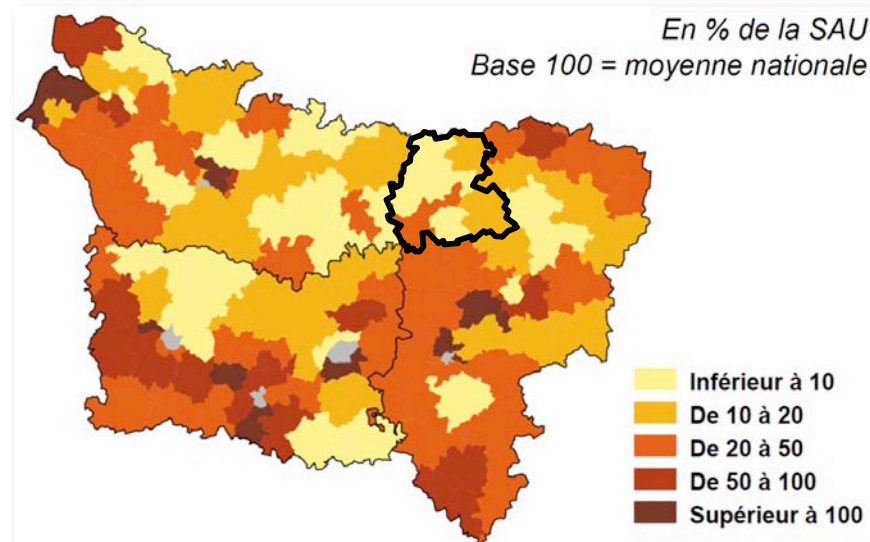
Orientation agricole des communes en 2000

(Source : Agreste, RGA 2000)



Indicateur composite de perturbation du marché agricole en 2007

(Source : SAFER Picardie)



Evolution du nombre d'exploitation, de la surface agricole utilisée et de la taille moyenne des exploitations (1979 - 2000)

(Source : RGA 1979 - 1988 - 2000)

	1979	1988	2000
Nombre d'exploitations	1 290	1 148	825
Surface agricole utilisée (SAU) en ha	89 230	90 751	91 553
Taille moyenne des exploitations (en ha)	69	79	111

L'indicateur de perturbation du marché des terres agricoles rend compte de l'importance de l'effet perturbateur du marché résidentiel ou de loisirs sur le marché foncier de l'espace rural (strictement à destination agricole ou forestière).

Le niveau de perturbation, dû au marché résidentiel, est relativement faible dans le Saoint-Quentinois, sauf dans le Canton de Saint-Simon..

L'agriculture

Un secteur crucial qui résiste

A l'exception de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin, l'agriculture continue sur le territoire à jouer un rôle important, non **seulement en termes d'identité, de cadre de vie et de façonnage des paysages** (cf. partie « Paysages naturels et urbains » de l'Etat Initial de l'Environnement), et **d'occupation du sol** (plus de 86% du territoire), mais également **en tant qu'activité économique créatrice de richesses**.

En 2006, le secteur, entendu au sens large², employait ainsi **1 729 personnes, soit 3,6% de la population active** - et jusqu'à 10% dans le Vermandois, 11% dans la Vallée de l'Oise, et 15% dans le Canton de Saint-Simon.

² Outre les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture, ce secteur comprend, selon l'INSEE, les services annexes à l'agriculture et à l'aménagement des paysages (jardiniers, location de machines agricoles, etc.)

Le secteur participe par ailleurs, crucialement, à la dynamique des industries agro-alimentaires (cf. Fiche industrie).

Globalement, la typologie culturelle du territoire se caractérise par la **prédominance des grandes cultures**, principalement le blé tendre, la betterave industrielle, la pomme de terre, les pois protéagineux et le colza.

L'élevage ne constitue en revanche qu'une part mineure du nombre d'exploitations et de la surface agricole utilisée et est par ailleurs en déclin dans le Saint-Quentinois, comme dans la plupart des territoires où il n'est pas dominant.

Le secteur est, globalement, en mutation, avec, notamment, dans la tendance générale au regroupement des exploitations agricoles, un agrandissement important de leur taille moyenne, qui atteint un niveau élevé (elle est passée de 69 hectares en 1979 à 111 hectares en 2000).

L'agriculture est cependant **peu soumise aux pressions urbaines et fait preuve d'une résistance particulière** :

- **Le nombre d'emplois dans le secteur agricole** n'a diminué que de 1% entre 1999 et 2006, contre une baisse

moyenne de 9% dans l'Aisne, de 10% en Picardie et de 7% en France ;

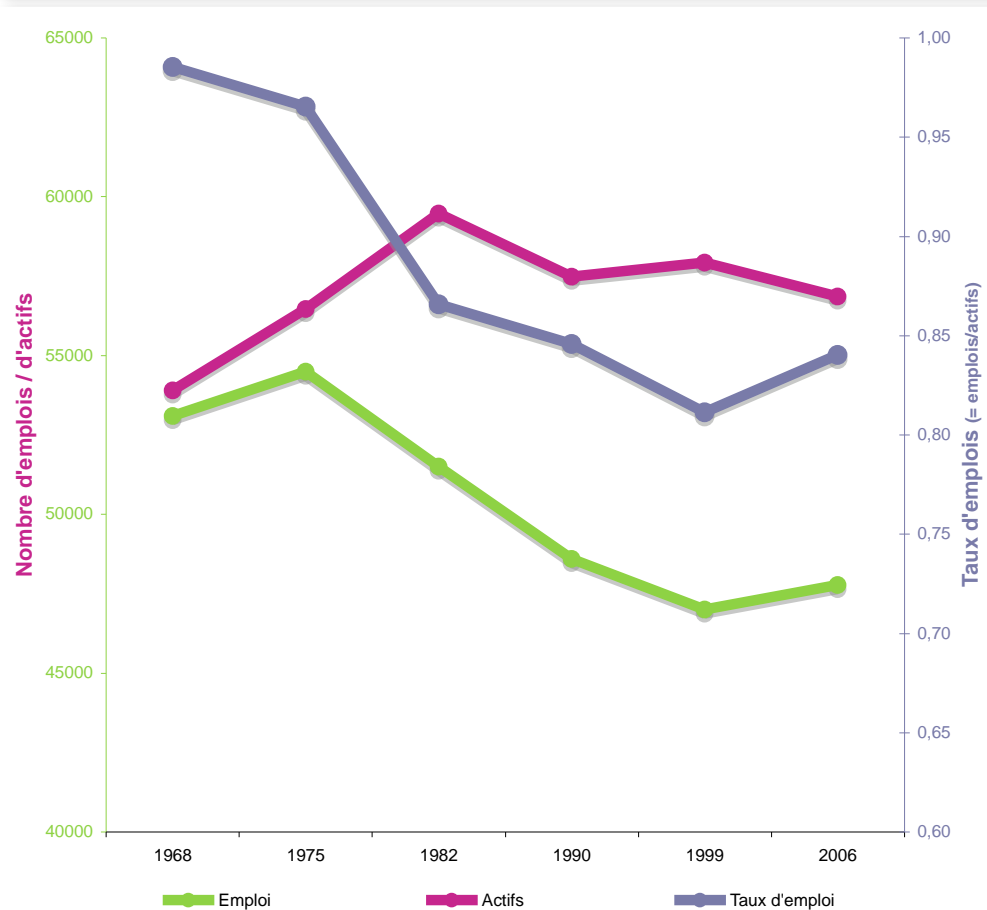
- **Le nombre d'agriculteurs exploitants** travaillant sur le territoire ne diminue que de 5% sur la même période (contre 9% dans l'Aisne et 13% tant en Picardie que dans l'ensemble de la France)
- **Entre 1979 et 2000³, la superficie agricole utilisée s'est accru**, de 2,6%, quand, dans le même temps, elle diminuait, déjà faiblement au regard des tendances nationales, de 1,9% dans l'Aisne et de 2,1% en Picardie.



³ Les résultats du prochain recensement agricole, effectué durant l'année 2010, ne seront disponibles que dans le courant de l'année 2011.

Évolution de long terme de l'emploi total, du nombre d'actifs et du taux d'emploi (1968-2006)

(Source : RGP 1968-1999 et RRP 2006, INSEE)



Evolution 1999-2006 de l'emploi total (Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)

	Emplois en 1999	Emplois en 2006	Evolution 1999-2006 (nombre)	Evolution 1999-2006 (%)
SCOT de Saint-Quentin	33 663	35 083	1 420	4,2%
SCOT de la Vallée de l'Oise	2 995	3 107	112	3,7%
SCOT du Canton de Saint-Simon	1 386	1 217	-169	-12,2%
SCOT du Val d'Origny	898	938	40	4,4%
SCOT du Pays du Vermandois	8 054	7 426	-628	-7,8%
Pays du Saint-Quentinois	46 996	47 770	774	1,6%
ZE Le Santerre-Somme	33 051	34 047	996	3,0%
ZE Compiègne	67 219	74 226	7 007	10,4%
ZE Chauny-Tergnier-La Fère	19 049	19 420	371	1,9%
ZE Le Laonnais	35 823	38 389	2 566	7,2%
ZE La Thierarche	21 819	22 125	306	1,4%
ZE Le Cambresis	55 508	58 128	2 620	4,7%
Pas-de-Calais	449 807	491 241	41 434	9,2%
Nord	892 773	973 257	80 484	9,0%
Oise	259 983	281 687	21 704	8,3%
Somme	202 405	219 811	17 406	8,6%
Aisne	180 898	186 285	5 387	3,0%
Picardie	643 286	687 783	44 497	6,9%
France	23 218 060	25 796 635	2 578 575	11,1%
Hinacourt	10	10	0	0,1%

Des besoins spécifiques aux activités agricoles du territoire

Sont repris ci-après les enjeux concernant les types d'exploitation les plus représentés sur le Saint-Quentinois. *Source des informations : chambre d'agriculture Picardie.*

Des céréaliers fortement exposés aux évolutions de la Politique Agricole Commune (PAC) et devant s'engager dans une diversification ou dans des activités complémentaires à moyen terme

- **Céréaliers spécialisés de moins de 100 ha (5 à 10% des exploitations du territoire), Céréaliers – betteraviers de moins de 80 ha (5 à 10%)**

Atouts : Assolement simplifié avec présence exclusive de SCOP qui permet une simplification de l'organisation du travail, quelques éléments de diversification : betteraves, parfois pommes de terre ou élevage pour les céréaliers-betteraviers.

Contraintes : Faible surface, peu ou aucune production à forte valeur ajoutée. **Pluri activité ou ressource complémentaire dans le ménage obligatoire.**

- **Céréaliers diversifiés de plus de 100 ha (10 à 20%), Céréaliers spécialisés de plus de 100 ha (5 à 10%)**

Atouts : Ces systèmes simplifiés libèrent du temps et limitent les charges de mécanisation. Localisées sur des sols variés ces exploitations peuvent en tirer avantage. La surface ouvre la possibilité de diversifier davantage les productions.

Contraintes : Peu de valeur ajoutée au-delà de l'activité de production. **Exploitations très vulnérables face aux fluctuations des prix, des charges et de la PAC.**

Perspectives : Le revenu est fortement impacté par les variations des prix des produits et des charges : la maîtrise des coûts de production est un impératif dans ces exploitations très sensibles aux hausses de coûts des intrants. La modification du régime des aides PAC après 2013 est une réelle menace pour ces fermes : **pour 50 % d'entre elles (surface inférieure à 150 ha) la diversification, la double activité ou le travail en commun risquent d'être une nécessité dans les dix ans à venir.**

Des betteraviers exposés eux aussi à une baisse du soutien de la PAC, devant diversifier leurs sources de revenus

- **Betteraviers diversifiés de moins de 100 ha (10 à 20%)**

Atouts : Ces exploitations tirent profit du quota betteravier important. Les investissements sont limités à la production offrant ainsi une certaine souplesse dans les choix de productions. Localisées sur des sols variés elles peuvent en tirer avantage. Démarches commerciales limitées.

Contraintes : Exploitations limitées par la surface et par la proportion élevée de betteraves qui réduit la possibilité de diversifier les productions de grandes cultures. **Peu de valeur ajoutée au-delà de l'activité de production. Exploitations très vulnérables face aux fluctuations des prix, des charges et de la PAC.**

- **Betteraviers diversifiés de 120 à 200 ha (5 à 10%), Betteraviers diversifiés de plus de 200 ha (5 à 10%)**

Atouts : Ces exploitations disposent en général d'un bon niveau technique, notamment d'une bonne maîtrise de la production betteravière. Rotations équilibrées par la présence de têtes d'assolement.

Les investissements sont limités à la production offrant ainsi une certaine souplesse dans les choix de productions.

Contraintes : Selon leur situation géographique, ces exploitations peuvent être très menacées par l'avenir de la production sucrière. La recherche de diversification semble parfois nécessaire.

■ **Betteraviers spécialisés de 110 à 300 ha (10 à 20%)**

Atouts : Ces exploitations disposent en général d'un bon niveau technique, notamment d'une bonne maîtrise des productions betteravière et céréalière. Ces exploitations sont souvent autonomes pour le matériel et la main d'œuvre.

Contraintes : Généralement situées à proximité des sucreries ces exploitations ne sont pas menacées par le transport. Toutefois la baisse de rentabilité de la production peut les amener à modifier l'organisation du travail et le niveau des équipements.

La recherche de diversification sera souvent nécessaire pour maintenir le même niveau de revenu. La proportion importante de betteraves dans l'assolement peut poser des problèmes de rotation.

■ **Betteraves spécialisées de plus de 300 ha (10 à 20%)**

Atouts : Ces exploitations disposent en général d'un bon niveau technique, notamment d'une bonne maîtrise des productions betteravière et céréalière. Elles sont généralement situées à proximité des sucreries.

Contraintes : La proportion importante de betteraves dans l'assolement peut poser des problèmes de rotation. Ces exploitations sont le plus souvent autonomes pour le matériel et la main d'œuvre ce qui à terme pourra avoir une incidence sur le renouvellement du

matériel et de l'organisation du travail.

Perspectives : Impactées par la réforme sucre qui pénalise leur revenu, ainsi que par la diminution des aides de la future PAC, **ces exploitations devront davantage diversifier leurs sources de revenu pour pérenniser leur outil de production.** La maîtrise des coûts de production est un élément clé dans la santé économique de ces fermes. Les utilisations non alimentaires de la betterave devraient permettre de maintenir la surface en betteraves et les usines de transformation. L'avenir des planteurs situés à plus de 50 km des sucreries est peut être menacé par les coûts de transport et l'éloignement des lieux de transformation.

Des activités d'élevage menacées par le cours du lait et la hausse des charges : un enjeu de stabilisation de la filière pesant sur la pérennité des exploitations spécialisées mais aussi des exploitations de polyculture diversifiée, présentes sur le Saint-Quentinois

Sur le territoire, il n'existe pratiquement pas d'élevage spécialisé : on trouve de l'élevage avec polyculture diversifiée, représentant 5 à 10% des exploitations du territoire (exploitations consacrant au moins 20% de leur surface à l'élevage et ayant une proportion de cultures de vente de l'ordre de 60% de la SAU, et une proportion de cultures diversifiées (betteraves, pommes de terre...) proche de 10% de la SAU). La surface moyenne de ces types d'exploitations est de

140 ha en Picardie.

Les producteurs laitiers ont eu à subir une crise de revenu comme ils n'en avaient pas connu depuis les années 1970. Les revenus ont fondu sous l'effet de la baisse du prix du lait et des hausses de prix des engrais, de l'énergie et des aliments.

Le niveau de prix du lait actuel fait peser un gros risque sur la réalisation des investissements prévus (mise aux normes, robots de traite...). Compte tenu des contraintes spécifiques de la production laitière (travail d'astreinte exigeant, poids des équipements, contraintes réglementaires, conditionnalité...) dans notre région où la reconversion vers la polyculture est souvent possible, **l'instabilité du prix du lait fait peser une réelle menace sur les élevages les plus fragiles et l'ensemble de la filière, malgré les atouts dont elle dispose.**

Enjeux pour le SCoT :

- ✓ maîtriser et rationaliser la consommation d'espaces agricoles
- ✓ ne pas entraver les possibilités de maintien des activités de grandes cultures et d'évolution des exploitations vers des activités complémentaires.
- ✓ permettre et faciliter le maintien de la polyculture diversifiée en ne s'opposant pas notamment à l'évolution du bâti agricole

Niveau et dynamisme de l'emploi

Un rebond de l'emploi ?

L'emploi, tant dans sa quantité que dans sa nature, constitue **un élément crucial pour le Saint-Quentinois**, jouant - plus qu'ailleurs au regard de la faiblesse des migrations professionnelles quotidiennes - **un rôle prépondérant dans le niveau de chômage, les migrations résidentielles⁴ et les revenus des résidents**.

La crise industrielle qui a touché la France au milieu des années 1970 s'y est fait sentir de façon **particulièrement aigue et pérenne**: en 1975, le territoire comptait presque **55 500 emplois**, pour un nombre similaire d'actifs ; en 1999, **seulement 47 000 emplois** pour 58 000 actifs (soit environ 8 emplois pour 10 actifs résidents).

⁴ Même si, à l'inverse, les migrations exercent aussi des effets sur le niveau d'emploi, par les flux de revenus et de consommation liés.

Les derniers chiffres disponibles de l'emploi total laissent néanmoins entrevoir **la possibilité que cette longue décrue d'un quart de siècle ait été endiguée** : entre 1999 et 2006, l'emploi s'est ainsi accru de quelques 775 unités (+1,6%). Cette croissance est certes modeste, et s'appuie en partie sur une augmentation de l'emploi public ou semi-public ; restant à conforter, elle constitue néanmoins bien un **retournement de tendance**, porté principalement par un dynamisme important de la CA de Saint-Quentin.

En 2006, le territoire comptait ainsi, selon l'INSEE, 47 770 emplois, soit environ 5 pour 6 actifs résidents sur le territoire.

Ce niveau d'emploi n'est pas en soi très faible. **il est néanmoins insuffisant**: le déficit global d'emploi et le dynamisme économique limité au niveau régional ne permet pas au Saint-Quentinois de s'appuyer sur des dynamiques extérieures pour résorber ce décalage entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs, qui, dans ce contexte, ne s'équilibre pas, comme dans d'autres espaces, par des navettes sortantes, mais bien par du chômage (cf. Fiche « Niveau d'activité et chômage »).

En tendance, le décalage se résout également en partie **par des départs importants d'actifs** (migrations résidentielles), ainsi que par **des retraits plus ou moins contraints du marché du travail** (qui explique en partie le faible taux d'activité).

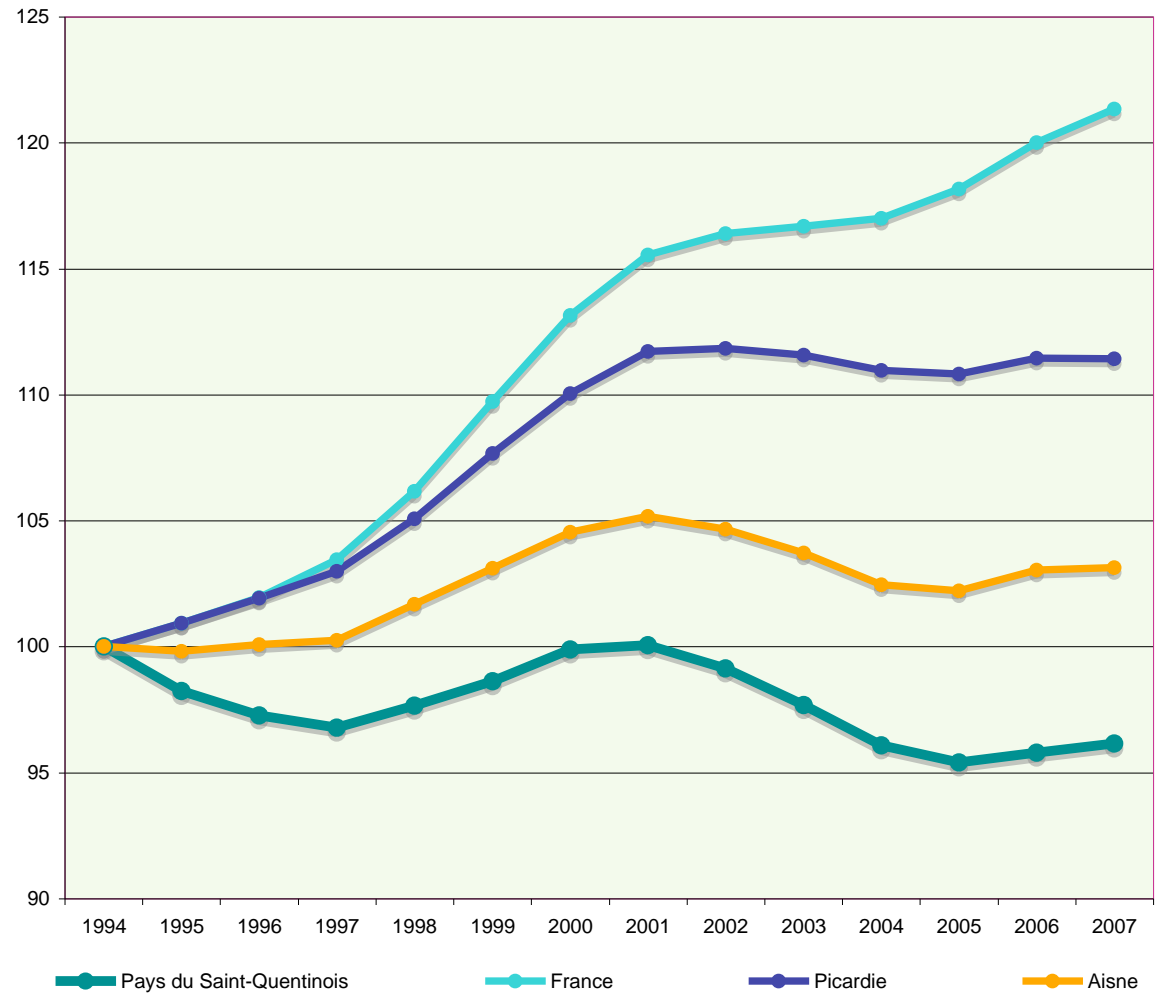
Une structure industrielle défavorable et une dépendance forte aux rythmes économiques

Le poids des grands groupes, la faiblesse de l'économie résidentielle et, en contrepois, l'importance des secteurs économiques intégrés dans les flux nationaux et internationaux **rendent le territoire très dépendant des cycles économiques, tandis que, parallèlement, la croissance de l'emploi local pâtit de la structure même de son appareil productif, de sa spécialisation dans des secteurs globalement peu dynamiques**.

Depuis une quinzaine d'années, un *ralentissement de la croissance* de l'économie française se concrétise ainsi généralement par une *décroissance* de l'économie saint-quentinoise, une *forte croissance nationale* par une *croissance modérée dans le Saint-Quentinois*.

Dans ce cadre, l'évolution de l'emploi salarié privé depuis 1994 reste modeste, largement inférieure aux croissances enregistrées au niveau départemental, régionale et nationale, et entre 1999 et 2006, l'emploi salarié privé continue à diminuer (de 2%).

Evolution 1994-2007 de l'emploi salarié privé (Base 100 en 1994)
 (Source : UNIStatist)

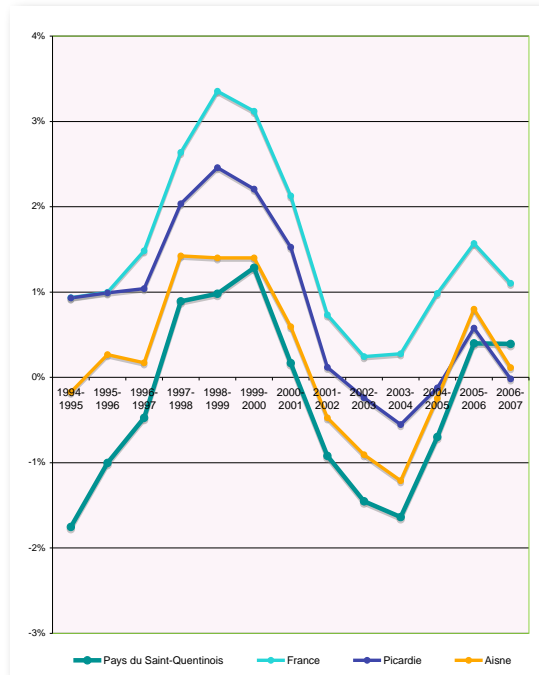


Néanmoins, les signes d'amélioration sont également tangibles sur le plan de l'emploi salarié privé : l'écart de croissance annuel avec les zones de comparaison, particulièrement important au début des années 1990, ne cesse ainsi de se réduire depuis 15 ans, et est aujourd'hui nul avec le département et la région.

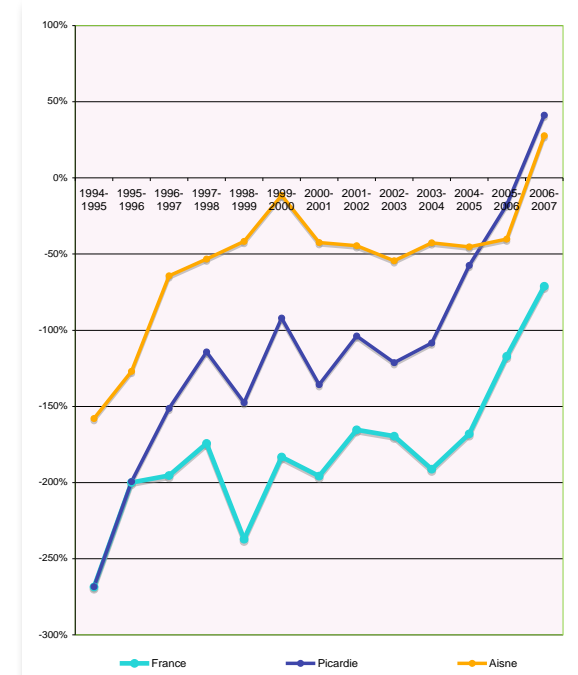
Cette évolution résulte d'une part de la progressive adaptation de la structure productive du territoire, sous l'effet des **restructurations industrielles** et du déclin important des secteurs, peu dynamiques, qui représentaient encore une part importante de l'emploi total en 1993 et qui n'en représentent aujourd'hui qu'une part très faible.

Elle est aussi néanmoins pour part la **résultante d'une plus grande capacité du territoire à structurer ses filières traditionnelles existantes** (travail des métaux, fabrication d'équipements électriques), qui ont **mieux résisté**, voire se sont développées ces dernières années, et à **développer d'autres en se fondant sur les atouts propres du territoire** (transports routiers, mais aussi prémices d'un développement dans les automatismes industriel, l'ingénierie et le conseil, en partie sur la base que constitue la tradition mécanique).

Taux de croissance annuel de l'emploi salarié privé
(Source : UNIStatist)

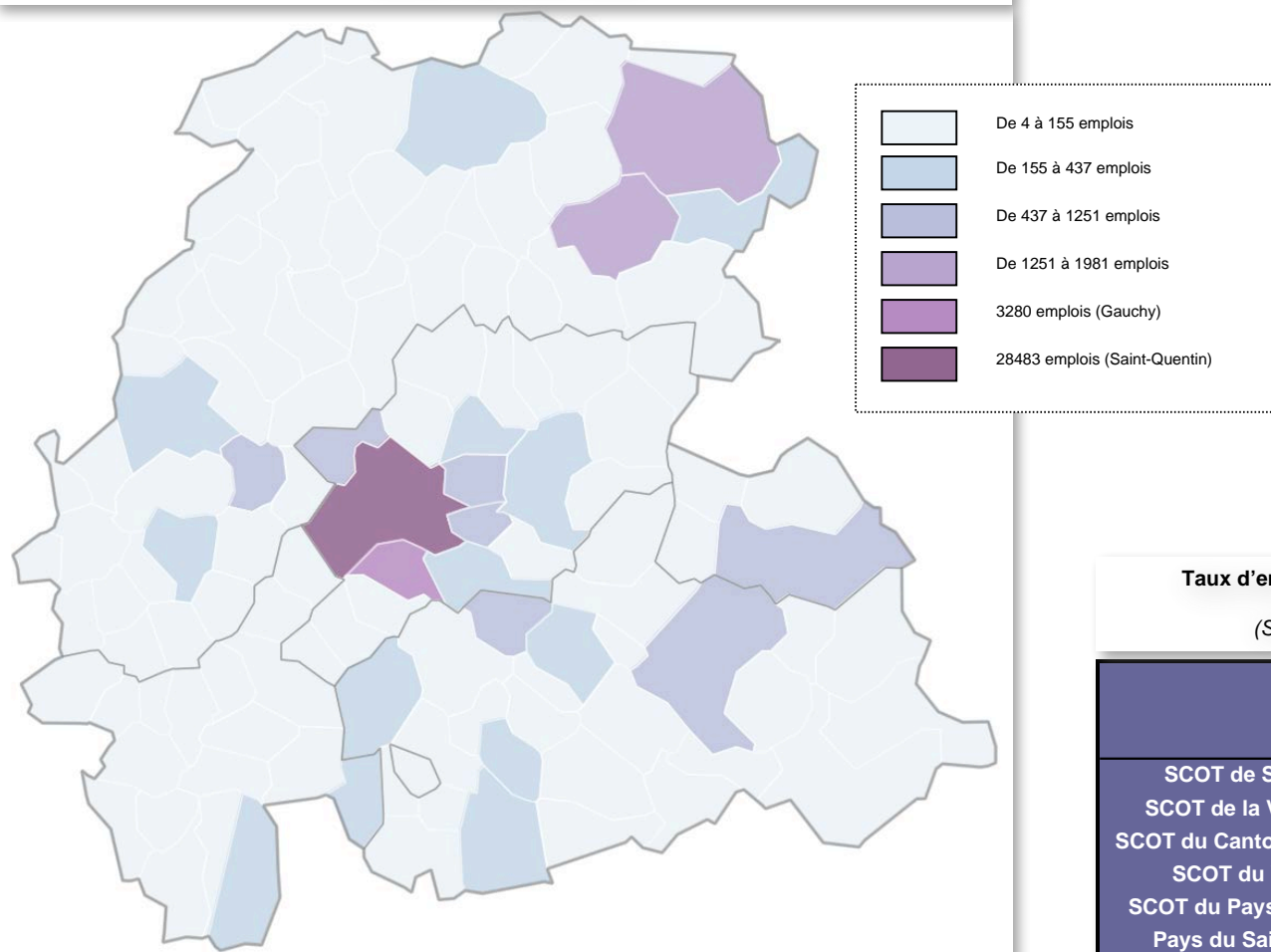


Ecart du taux de croissance annuel de l'emploi salarié privé du Saint-Quentinois avec la France, la Picardie et l'Aisne (en points)
(Source : UNIStatist)



Nombre d'emploi par commune en 2006

(Source : RRP 2006, INSEE)



Taux d'emploi (= nombre d'emplois / nombre d'actifs) par SCOT en 1999 et 2006

(Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)

	Taux d'emploi en 1999	Taux d'emploi en 2006
SCOT de Saint-Quentin	1,02	1,10
SCOT de la Vallée de l'Oise	0,53	0,52
SCOT du Canton de Saint-Simon	0,38	0,31
SCOT du Val d'Origny	0,62	0,65
SCOT du Pays du Vermandois	0,58	0,54
Pays du Saint-Quentinois	0,81	0,84

Géographie de l'emploi

Une forte polarisation par Saint-Quentin

La majeure partie de l'emploi du territoire est localisée dans la commune de Saint-Quentin, **qui compte environ 28 500 emplois**, soit 60% de l'emploi total du Saint-Quentinois.

A partir de ce pôle principal, l'emploi se distribue, en partie dans le cadre de phénomènes de périurbanisation économique, dans **les communes adjacentes**, notamment à **Gauchy** (3 300 emplois), ainsi **qu'à proximité des voies de communications**, principalement l'axe N44/D1 au sud, et l'axe N29/A29 à l'ouest.

En dehors de cette polarité principale, **l'ensemble constitué de Bohain-en-Vermandois** (environ 2 000 emplois) **et Fresnoy-le-Grand** (environ 1 500 emplois) constitue le pôle d'emploi secondaire le plus important.

A un troisième niveau, les communes **Origny-Sainte-Benoîte et de Ribemont**, avec respectivement, environ 750 et 650 emplois en 2006, constitue également des polarités économiques notables.

Globalement, cette organisation géographique **incline significativement vers l'est du territoire**, une orientation historique qui globalement se maintient sur la période récente en **dépit des atouts spécifiques dont disposent l'ouest du périmètre**, avec la présence de la jonction autoroutière A29/A26 et la plus grande proximité des centres d'emplois extérieurs principaux (Amiens, Noyon, Compiègne). Le canal Seine Nord Europe, joint aux effets décalés de l'ouverture de la liaison Rouen / Saint-Quentin de l'A29 en 2001, est cependant **susceptible à terme de réorienter géographiquement l'activité économique du territoire**.

L'ensemble de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin concentre à elle seules 75% des emplois du territoire et est **le seul des cinq SCOT à disposer d'un taux d'emploi supérieur à 1**, exerçant ce faisant un effet polarisant important sur l'ensemble des territoires proches. **Cette polarisation du pôle central s'est par ailleurs significativement accru entre 1999 et 2006**, l'essentiel de la croissance de l'emploi y étant situé, tandis que le nombre d'actifs résidents y est à l'inverse orienté à la baisse.

Le Canton de Saint-Simon, déjà peu doté en emplois, connaît une évolution inverse, de même que, de façon moins marquée, le Vermandois. Le Val d'Origny et la Vallée de l'Oise maintiennent en revanche globalement leur taux d'emploi.

Des zones industrielles très présentes

Le Pays de Saint-Quentin compte de **nombreuses zones industrielles**, dont trois de plus de 10 hectares : le Parc des Autoroutes récemment ouvert à Saint-Quentin (181 ha), la ZA du Royeux à Gauchy (76 ha) et la ZA du Moulin Mayeux à Bohain-en-Vermandois (23 ha).

De nombreuses zones d'activités du territoire disposent de foncier disponibles notamment⁵:

- 95 ha dans le Parc des Autoroutes ;
- 17,4 ha dans la ZA du Moulin Mayeux ;
- 21 ha dans la ZA du Royeux ;
- 7 ha dans la ZA communautaire Le Champ du Lavoir (à Vermand)
- 5,2 ha dans la ZA de la Vallée (à Saint-Quentin)
- 1,7 ha dans la ZAC Porte d'Isle (à Saint-Quentin)

⁵ Chiffre au 21 janvier 2010

Niveaux d'activité et de chômage
(Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)

	<u>Nombre d'actifs en 1999</u>	<u>Nombre d'actifs en 2006</u>	<u>Nombre de chômeurs en 1999</u>	<u>Nombre de chômeurs en 2006</u>	<u>Evolution 1999-2006 du nombre d'actifs</u>	<u>Evolution 1999-2006 du nombre de chômeurs</u>	<u>Taux d'activité des 15 ans et plus en 1999</u>	<u>Taux d'activité des 15 ans et plus en 2006</u>	<u>Taux de chômage 1999</u>	<u>Taux de chômage 2006</u>
SCOT de St Quentin	33 151	31 760	6 399	5 278	-1 391	-1 121	55,0%	53,6%	19,3%	16,6%
SCOT de la Vallée de l'Oïse	5 692	5 922	786	584	230	-202	54,9%	56,3%	13,8%	9,9%
SCOT du Canton de Saint-Simon	3 665	3 950	563	459	285	-104	54,4%	56,2%	15,4%	11,6%
SCOT du Val d'Origny	1 437	1 441	339	228	4	-111	51,6%	52,5%	23,6%	15,8%
SCOT du Pays du Vermandois	13 979	13 775	2 388	1 971	-204	-417	54,8%	55,0%	17,1%	14,3%
Pays du Saint-Quentinois	57 924	56 849	10 475	8 519	-1 075	-1 956	54,8%	54,4%	18,1%	15,0%
<i>ZE Le Santerre-Somme</i>	38 588	40 198	6 062	5 336	1 610	-726	54,1%	55,3%	15,7%	13,3%
<i>ZE Compiègne</i>	79 804	86 076	10 116	9 464	6 272	-652	58,1%	60,0%	12,7%	11,0%
<i>ZE Chauny-Tergnier-La Fère</i>	27 285	28 319	4 847	4 005	1 034	-842	51,8%	52,9%	17,8%	14,1%
<i>ZE Le Laonnais</i>	42 901	45 786	6 133	5 614	2 885	-519	55,8%	57,6%	14,3%	12,3%
<i>ZE La Thierarche</i>	28 196	28 219	4 966	4 346	23	-620	51,3%	51,9%	17,6%	15,4%
<i>ZE Le Cambresis</i>	75 837	78 742	14 210	11 426	2 905	-2 784	53,8%	55,6%	18,7%	14,5%
Pas-de-Calais	590 096	626 990	107 947	92 538	36 894	-15 409	52,0%	53,9%	18,3%	14,8%
Nord	1 086 210	1 139 213	195 726	167 711	53 003	-28 015	54,2%	55,7%	18,0%	14,7%
Oise	361 666	385 985	45 950	41 919	24 319	-4 031	60,4%	61,3%	12,7%	10,9%
Somme	244 837	256 704	38 836	32 392	11 867	-6 444	54,6%	55,8%	15,9%	12,6%
Aisne	232 325	239 620	37 508	32 610	7 295	-4 898	54,7%	55,5%	16,1%	13,6%
Picardie	838 828	882 309	122 294	106 921	43 481	-15 373	57,0%	58,0%	14,6%	12,1%
France	27 248 425	29 514 646	3 749 201	3 395 560	2 266 221	-353 641	56,0%	57,3%	13,8%	11,5%

Le nombre d'actifs (la population active) comprend l'ensemble des personnes exerçant ou cherchant à exercer une activité rémunérée ; les chômeurs en font donc partie (ils constituent la population active inoccupée). Le taux de chômage rapporte le nombre de chômeur au nombre d'actifs ; le taux d'activité le nombre d'actifs à l'ensemble de la population âgé de 15 ans et plus.

Niveau d'activité et chômage

Un marché du travail contraint

La faible propension des actifs résidents à se déplacer en dehors du territoire - notamment en raison de la faible dynamique économique de l'ensemble des zones d'emplois contiguës - rend **le niveau de chômage très dépendant des évolutions internes du marché du travail**, c'est-à-dire de l'évolution du nombre d'emplois d'une part, du nombre d'actifs d'autre part.

Entre 1999 et 2006, **le nombre d'actifs résidant sur le territoire a nettement baissé**, de presque 2% (soit plus de 1 000 personnes), en partie en raison de départ d'actifs, mais également d'une baisse du taux d'activité.

Ce dernier, déjà assez faible en 1999, a en effet continué à se contracter depuis, **à rebours des évolutions départementales, régionales et nationales, ainsi que de celles de toutes les zones d'emplois adjacentes.**

Cette situation peut notamment s'expliquer par **des départs plus ou moins contraints (temporaires ou permanents) du marché du travail**, du fait du faible dynamisme du marché de l'emploi local et des restructurations industrielles. Elle est de fait, principalement, **le fait des femmes**, traditionnellement les premières à se retirer du marché du travail lorsque celui-ci est tendu, **et des 55-64 ans** (prises de retraites anticipées)

Cette réduction du nombre d'actifs explique la majeure partie (55%) de la baisse, importante, du nombre de chômeurs sur le territoire entre 1999 et 2006. Cette baisse, de 18%, soit **2 000 personnes de moins au chômage**, s'explique cependant également en partie par l'évolution, positive, du nombre d'emplois, et, marginalement, par un léger accroissement des navettes sortantes, d'actifs occupant un travail situé en dehors du Saint-Quentinois.

Un taux de chômage qui reste élevé

Malgré la réduction substantielle sur la période récente, **le taux de chômage, de 15% de la population active, reste très élevé**, supérieure à l'ensemble des zones d'emplois alentours, à l'exception de celle de La Thiérarche.

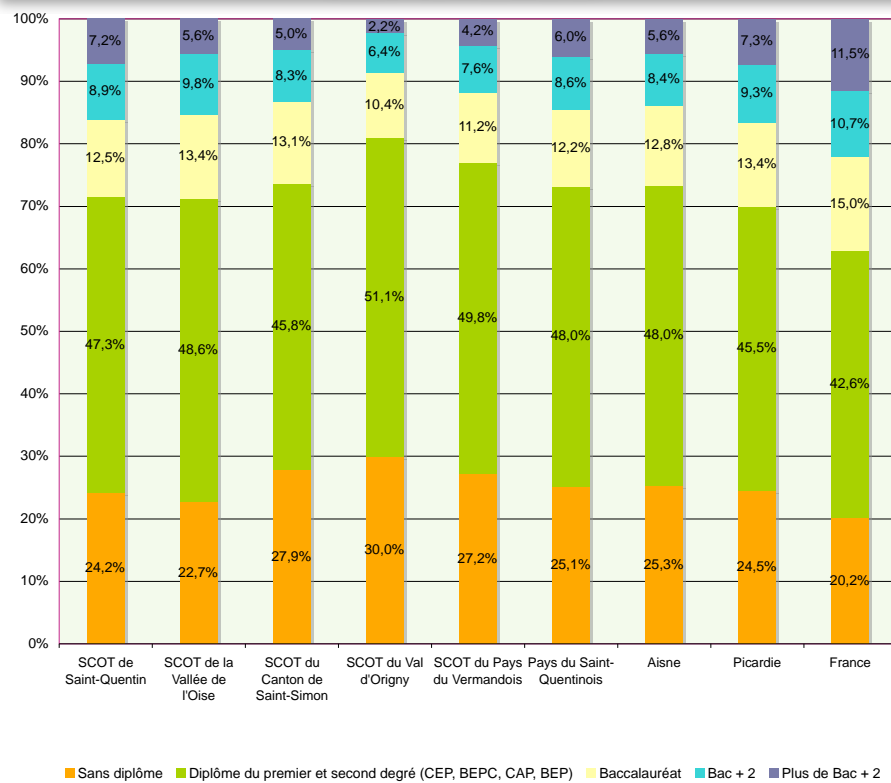
Dans la Vallée de l'Oise et dans le Canton de Saint-Simon, des taux nettement plus faibles sont néanmoins observés, avec pour explication probable un niveau de qualification sensiblement plus élevée (cf. infra), notamment dans la Vallée de l'Oise, et une proximité relative plus grande des centres d'emplois (autre Saint-Quentin - Noyon, Compiègne, Laon et Amiens).

Déterminants 1999 – 2006 de la baisse du chômage

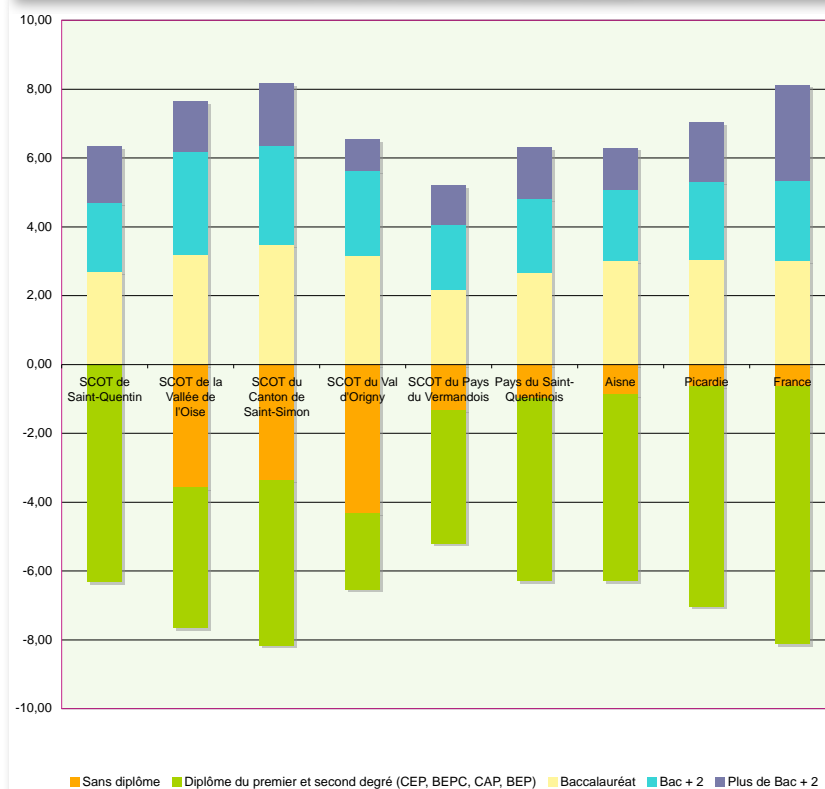
(Source : RGP 1999 et RRP 2006, INSEE)

	Nombre	Part
Baisse du nombre de chômeurs	1956	100,0%
Baisse du nombre d'actifs	1075	55,0%
Hausse de l'emploi	774	39,6%
Hausse des navettes	107	5,5%

Plus haut niveau de formation atteint au sein de la population non scolarisé de 15 ans et plus résidant sur le territoire
(Source : RRP 2006, INSEE)



Evolution 1999-2006(en point de pourcentage) de la part de la population par plus haut niveau de diplôme atteint
(Source : RGP1999 et RRP 2006, INSEE)



Formation et catégories socio-professionnelles (CSP)

Une spécificité ouvrière forte

Au regard de la typologie de l'emploi du territoire et de la faiblesse des déplacements sortants (83% des actifs résidant dans le Saint-Quentinois y travaillent), le territoire est sans surprise **une terre d'accueil d'ouvriers**, qui représentent le tiers de la population active, contre seulement 24% en moyenne en France. Ce niveau correspond en revanche à celui observé dans l'Aisne et en Picardie, tout comme celui des autres catégories socioprofessionnelles, pour lesquelles le territoire ne se distingue que peu vis-à-vis de la région et du département.

Vis-à-vis de la moyenne française en revanche, **deux catégories sont nettement sous-représentées, les professions**

intermédiaires d'une part (21%, contre 24% en France), et, surtout, **les cadres et professions intellectuelles supérieures** (8% de la population active, contre 14% en France).

Un niveau de formation peu élevé

Si le territoire compte un nombre important d'ouvriers et personnels qualifiés (notamment dans le domaine de la mécanique industrielle), le **niveau de formation initiale est en revanche particulièrement faible** : à peine plus d'un quart de la population dispose du baccalauréat ou d'un diplôme supérieur, un niveau certes similaire à celui de l'Aisne dans son ensemble, mais inférieure de 3 points à celui de la région, et de 10 à celui de la France. La part des diplômés du supérieur, de 14,6% contraste également avec le niveau picard (16,6%) et français (22,2%).

En tendance, **l'évolution est par ailleurs faible**, particulièrement parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, dont la part entre 1999 et 2006 n'augmente que faiblement, de seulement 3,6 points, contre 4 en Picardie et 5,1 en France en moyenne.

Cette situation présente cependant **des éléments de différenciation notables selon les cinq SCOTs** :

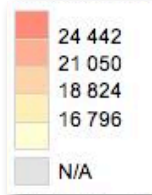
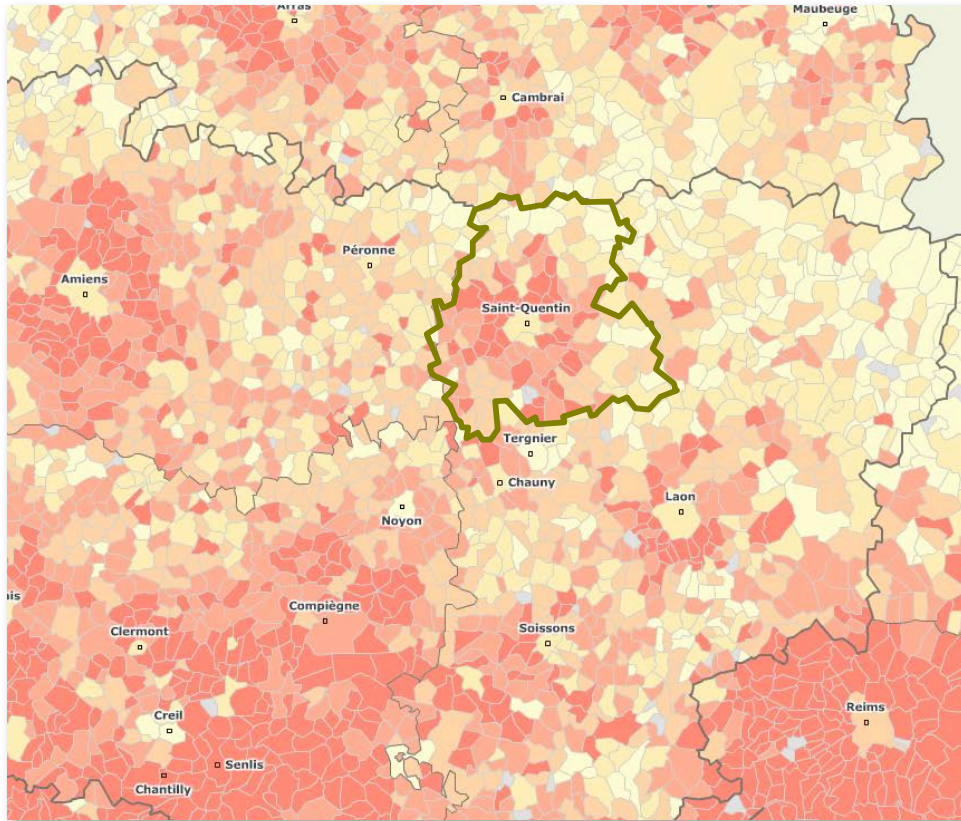
- La part des diplômés du supérieur est sensiblement plus élevée dans la CA de Saint-Quentin, la Vallée de l'Oise et, de manière moindre, le Canton de St-Simon ; et, à l'inverse, est particulièrement faible dans le Vermandois, et, surtout, le Val d'Origny ;
- Elle progresse très peu dans ces deux derniers espaces, et, à l'inverse, est en croissance importante dans la Vallée de l'Oise et le Canton de St-Simon.

Cette situation, qui explique en partie le niveau global de chômage et les différences à cet égard entre les SCOT est aussi problématique pour le développement économique futur du territoire.

Elle en effet susceptible de **peser sur l'attractivité économique du territoire et endiguer son repositionnement vers des emplois plus qualifiés**, en constituant un frein à la dynamique entrepreneuriale locale et à **l'arrivée d'entreprises extérieures, qui peuvent craindre de ne pas trouver sur place les qualifications dont elles ont besoin**, ce, particulièrement, dans les secteurs les plus dynamiques et les plus rémunérateurs aujourd'hui.

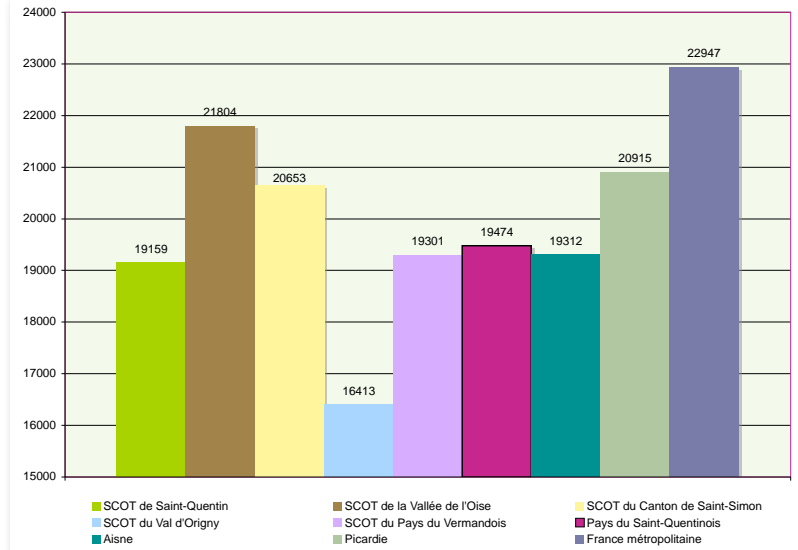
Revenu net imposable moyen des foyers fiscaux en 2007 (en euros)

(Source : DGI ; INSEE)



Revenu net imposable moyen des foyers fiscaux en 2007 (en euros)

(Source : DGI)



Revenus

Des revenus assez faibles

Les habitants du territoire disposent de revenus assez faibles, comme par ailleurs l'ensemble du département de l'Aisne : **en 2007, le revenu net imposable moyen des ménages atteignait environ 19 000 euros.**

Ce niveau, équivalent à la moyenne départementale, est en revanche bien inférieur à la moyenne picarde (presque 21 000 euros) et à la moyenne française (23 000 euros).

Ces revenus modestes procèdent de plusieurs des éléments analysés dans les fiches précédentes : le niveau important de chômage bien sûr, mais également le faible niveau d'activité et la relativement faible qualification, et donc rémunération, des emplois présents sur le territoire, élément qui constitue, dans un contexte de migrations professionnelles très modérées, la variable clef du type d'emplois occupés par les résidents.

Cette faiblesse des revenus fait partie des éléments importants de la modération de la présence de l'économie résidentielle,

modération qui en retour joue également sur l'attractivité du territoire pour des populations aisées.

Des évolutions disparates

En tendance, entre 1999 et 2005⁶, **l'évolution du revenu net imposable moyen est conforme à celle observée dans le département et le région**, même si elle n'atteint pas celle observée nationalement.

Sans surprise au regard des caractéristiques d'activité de la population, **les revenus moyens les plus élevés se situent dans le Canton de Saint-Simon et la Vallée de l'Oise**, où s'installe un nombre important d'actifs travaillant à Saint-Quentin (comme dans le sud du Vermandois), et qui bénéficie d'influences extérieures faibles mais mixtes (Amiens, Laon, Compiègne, etc.).

Dans la Vallée de l'Oise, comme dans le Vermandois, les revenus progressent de surcroît notablement, de manière supérieure à la tendance nationale. Déjà particulièrement faible ils s'y inscrivent en revanche à la baisse dans le Val d'Origny.

⁶ A partir de 2006, des changements dans le mode de calcul du revenu net imposable ne permettent plus la comparabilité avec les années antérieures.

**Evolution 1999-2005 du revenu net imposable moyen
(en euros constants)**
(Source : DGI)

	Evolution 1999-2005
SCOT de Saint-Quentin	2,3%
SCOT de la Vallée de l'Oise	4,7%
SCOT du Canton de Saint-Simon	0,2%
SCOT du Val d'Origny	-2,0%
SCOT du Pays du Vermandois	6,6%
Pays du Saint-Quentinois	3,3%
Aisne	3,1%
Picardie	3,3%
France métropolitaine	4,7%

